

DÉBAT

Jacob FRENKEL, président de JPMorgan Chase International et président du conseil d'administration du Groupe des Trente (G-30), ancien gouverneur de la Banque d'Israël

When I was the economic counsellor of the IMF in 1987, I am very proud to say that we produced the first paper that was discussed in the board about Islamic banking, but this is not today's subject. The title of this session is 'The Future of the Middle East.' This is the eighth conference on global governance, and looking at programmes from previous years, sure enough, you always had sessions in one way or another about the future of the Middle East. It meant the Israeli-Palestinian conflict at the beginning, and subsequently, after a detour, it became the Arab Spring. Today it is Syria and terrorism.

This makes me consider what we mean when we speak about the Middle East. Do we mean a geography or about a phenomenon, about Sunni-Shia, about religion? Is Mali part of the Middle East in this context? It is a very broad issue, and this means that the answer is also complex and long, but by the same token, I fully agree with our Egyptian friend when she says that the solution of ten years or five years ago is no good. Francis Bacon, the English poet, once wrote that hope is a great breakfast but a terrible supper, and in Egypt we are in suppertime, so we really cannot wait five years. How do we reconcile this?

We have two kinds of problems, and each one has its own rhythm. One is the age-long issue of the role of religion in the broader context of the Middle East; this will take time, and the word 'patience' was mentioned several times. There is an urgency at the same time, and whether it is about ISIS, as everyone says, or another group, there is one thing those terrorist groups share in common, which is an extraordinary abuse, kidnapping concepts of religion and bringing them in the wrong direction. Going ahead is the only way in that case. Saying that you are against ISIS and those groups but do not want to have boots on the ground and are willing to lead from behind is to make mutually contradictory statements, and then you are not against ISIS with the urgency of our friend from Egypt and everyone else.

When you mentioned, Elizabeth, that it is a subject that all of us must deal with together, the Minister from Qatar has said that first you need to agree what to do together. One group says that it means keeping Bashar al-Assad and another that it means not keeping him, so we need to resolve this first and then go together to wherever we want. I was impressed by the fact that Vienna had such an important role in this meeting, and this reflects the fact that we are eager to have a hopeful sign. Three or four months ago, nobody knew what Vienna meant, and the problems are still with us. We did not mention ISIS five years ago, by the same token, but in the context of the long-term Middle East problem, it was there. Therefore, we need to separate the urgent and the less urgent, and the urgent is to deal with terrorism, because it will force us to recognise that Mali is part of the Middle East, and we really do not want to get into this world.

Thierry de MONTBRIAL, président et fondateur de la WPC

I would not like to add to your very eloquent intervention except to slightly rephrase the first question. Do the main powers in the region, however you define the region, at least agree on one question, which is the desirability of reducing chaos? The answer to that question could create pressure for cooperation. It will be detrimental to everyone if chaos increases, in other words, because no one can predict the consequences.

Fathallah OUALALOU, économiste et homme politique marocain

Je félicite le choix de ce thème à la fin de cette journée. Effectivement, comme l'a dit Elisabeth, je crois que c'est autour du Moyen-Orient que l'on peut agir et agir ensemble aujourd'hui. Bien sûr, nous sommes aujourd'hui tous solidaires avec la France et avec le Mali et en 2001 avec les Américains, c'est normal. Bien sûr, aujourd'hui, nous

devons tout faire pour lutter contre le terrorisme et nous allons le vaincre techniquement. Bien sûr, nous, les musulmans, nous avons une obligation pour promouvoir un islam tolérant, pour améliorer la gouvernance du champ religieux par l'éducation essentiellement et par autre chose.

Mais agir ensemble, c'est ouvrir les yeux de tout le monde sur ce qui se passe. C'est quoi l'islamisme ? Pourquoi cet islamisme est-il né après l'échec de l'arabisme ? Parce que, dans toute cette grande région, où l'on retrouve aussi l'Afrique, le Maghreb, la Méditerranée et le Moyen-Orient, il y a eu un sentiment d'injustice. Et là, ce qu'il faut faire, c'est une réelle stratégie de paix au Moyen-Orient, au sein des pays maintenant concernés ; la Syrie, l'Irak, la Libye. Une stratégie de paix dans laquelle les grandes puissances - l'Europe, la Russie, les Etats-Unis - doivent jouer un rôle essentiel au côté des puissances régionales.

Et aujourd'hui, il faut bien sûr être avec le processus de Vienne, mais il faut que l'on se rappelle tous d'un autre processus que nous avons oublié, celui d'Oslo. Il faut que Vienne amène à Oslo, c'est ce qui est fondamental. Et Youssef, en parlant du Moyen-Orient, nous a dit de ne pas oublier la mère des questions, ce que nous appelons, dans le monde arabe, la mère des questions. C'est la question du conflit israélo-arabe. Il faut pousser Israël et les Palestiniens à se mettre d'accord.

Ma question principale aux intervenants est donc comment faire, dans les mois et les années à venir, pour pousser tout ce monde à agir ensemble pour la vraie paix ? Ne pas vaincre techniquement, puisque Daesh, c'est possible, mais créer le fondement d'un travail en commun. L'Afrique, le Sahel, la Méditerranée, l'Europe, le vertical et l'horizontal, que tu connais très bien Elisabeth, c'est autour de la question du Moyen-Orient qu'il peut se faire. Merci.

Thierry de MONTBRIAL, président et fondateur de la WPC

Merci. Je crois que beaucoup d'entre nous sommes d'accord avec vous, en particulier sur la question du problème israélo-palestinien. Ça fait faire presque 70 ans que ce problème n'est pas réglé, il faut aussi le rappeler très fermement.

Je vais passer la parole à Riad Tabet et ensuite à Mohamed Laïchoubi. Ensuite, il faudra s'arrêter.

Riad TABET, président de Berit International Holding SA

Je vais soumettre à votre avis un schéma. J'aurai également une question à poser à Madame Guigou.

Le schéma est le suivant. Au Liban, cela fait 18 mois que nous n'avons pas de président. Pourquoi ? Parce qu'il y a d'un côté les chiites et une partie des chrétiens avec eux et de l'autre côté les sunnites et une autre partie des chrétiens avec eux. Chaque parti a un candidat et le parlement n'arrive pas à avoir le quorum pour se réunir pour élire un président. On attend que l'Arabie Saoudite qui appuie les sunnites et l'Iran qui appuie les chiites s'entendent entre eux pour que nous ayons un président.

Je transpose ce schéma à la région. Le roi Abdallah de Jordanie avait parlé, à un moment donné, de croissant chiite. En fait, c'est une zone d'influence qui va de l'Iran, l'Irak, la Syrie et le Liban. Il y a une autre zone d'influence, un croissant Sunnite, qui va des pays du Golf, la Jordanie et l'Egypte. Chaque partie a sa zone d'influence. L'Arabie a des intérêts au Yémen, à Bahreïn. L'Iran a des intérêts stratégiques en Irak, en Syrie, au Liban. S'il n'y a pas un accord entre les deux leaders qui sont ceux du croissant sunnite, avec comme leader l'Arabie Saoudite et l'Iran pour le croissant chiite, s'ils ne s'entendent pas, la région va continuer à être déstabilisée. Ce n'est pas une guerre de religion, mais une guerre d'influence.

Une question à Madame Guigou. Vous avez parlé d'une coalition qui est large et unique et qui grouperait toutes les parties pour aller affronter et combattre Daesh. Pensez-vous que cette coalition pourra arriver à ses fins sans une intervention terrestre ? Et s'il y a une intervention terrestre, qui va la faire ? Merci.

Thierry de MONTBRIAL, président et fondateur de la WPC

Est-ce que ça manque beaucoup au Liban le fait de ne pas avoir de président ?

Riad TABET, président de Berit International Holding SA

Nous n'avons pas de président, donc le gouvernement et le parlement ne se réunissent plus depuis deux ans. En fait, nous sommes arrivés au sommet de la démocratie qui est l'autogestion, chacun gère ses affaires.

Thierry de MONTBRIAL, président et fondateur de la WPC

C'était la réponse que j'attendais. Mohamed.

Mohamed LAICHOUBI, Ancien ministre du Travail et de la Protection sociale et ministre de la jeunesse et des Sports, Algérie

Je vous remercie. Je félicite les différents acteurs et les différents orateurs d'aujourd'hui, mais d'hier également, pour la qualité des débats et surtout pour leur franchise. Cela nous permet d'avoir un espace qui n'est pas à la marge, mais qui permet aussi de reconsidérer un ensemble de visions stratégiques ou des logiques emmurées dans des concepts dépassés.

Ce que je voudrais noter et soumettre à votre réflexion. Si nous remontons le cours de l'histoire, il y a à peu près 70 ans, l'espace asiatique, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, était un espace d'une complexité absolument incroyable. Les deux bombes atomiques sont passées par là, le concept des kamikazes était là et un espace extrêmement complexe, terrible, dur. On me dira toujours que maintenant la culture asiatique est une culture de la discipline, mais la réalité historique, sur ces années passées, donnait un tableau extrêmement noir et terrible pour une grande partie de l'humanité, avec des questionnements qui ne sont pas loin de ceux que l'on se pose maintenant. Et l'on a développé une stratégie qui, à mon sens, a donné d'excellents résultats pour beaucoup d'espaces puisque les Etats-Unis, dans leur implication, ont obtenu des choses extrêmement intéressantes en partenariats économiques et ont aidé ces pays à la maîtrise du savoir, de la science. Et maintenant, nous avons des pays qui sont dans le concert des nations, qui sont parmi les premiers innovateurs. Donc, ces acteurs abominables sont devenus des partenaires d'une fiabilité incroyable que nous écoutons avec un plaisir important.

Transposons donc cette logique au Moyen-Orient, au Maghreb et au Sahel. On se dit, dans un premier temps, que c'est possible, il suffit que l'on ait la volonté politique et la vision. Il y a alors la problématique de l'émission des Etats-nations. Il faut avouer, si l'on veut parler très honnêtement, qu'au-delà de ce qu'est la fragilité intérieure, due à des problèmes de légitimité, due à des problèmes de démocratie, due à des problèmes de vision, il faut se souvenir qu'historiquement, dès la fin de l'ère postcoloniale, les Etats-nations naissants ont été confrontés, il y a eu un affrontement. Je ne vais pas reconstituer le cours de l'histoire en 1956 et après, mais les Etats-nations se sont retrouvés conceptuellement en affrontement avec d'autres espèces qui estimaient que la consolidation d'Etats-nations pas loin des frontières était un danger. Et l'on a souvent dit « les amis anglais ont très bien géré le Moyen-Orient. Ils ont su gérer en déstabilisant ». Cela veut dire que, au-delà de tout ça, il y avait une vision, une stratégie pour arriver au résultat que nous visionnons maintenant.

Ajoutons deux autres éléments. Le premier, quand l'on s'intéresse de façon utile et sérieuse, que relève-t-on ? L'on relève que les Etats-Unis, dans leur espace stratégique du sud, investissent 24,6 %, que le Japon investit 25,6 % et que l'Europe investit 2 %. J'ai donc le sentiment qu'il va falloir prendre très au sérieux cette question. Donc, croire que nous allons bâtir deux mondes, c'est-à-dire un monde où l'intégrisme, l'islamisme, obscure, ténébreux, où l'on va s'engager sur 20 ans à avoir deux populations dans un même Etat, une qui serait démocratique, toute blanche, une qui serait noire, personnellement j'ai le sentiment qu'il s'agit là d'une analyse trop courte pour des gens aussi avisés, aussi intelligents et aussi subtils que ceux qui sont là.

Thierry de MONTBRIAL, président et fondateur de la WPC

Merci, Mohamed.

A ce stade, c'est frustrant parce qu'il y a aussi, dans cette salle, beaucoup de personnalités très au fait de ces questions. Nous y reviendrons, en particulier dans la session finale avec Miguel Moratinos. Nous allons également avoir une session tournée sur le dialogue israélo-palestinien. Je crois que Jacob Frenkel nous aidera à trouver un autre titre que l'avenir du Moyen-Orient. Tout cela est assez frustrant, sauf un point, comme l'a d'ailleurs dit Mohamed Laïchoubi, c'est que l'on peut ici, dans cette World Policy Conference, parler de ces choses-là avec des gens très différents, d'origines très différentes et que nous le faisons tous avec beaucoup de bonne volonté et sans polémique et surtout sans haine.

Je ne peux malheureusement pas redonner la parole à tous les membres du panel, mais j'aimerais tout de même demander à Elisabeth Guigou de conclure.

Elisabeth GUIGOU, présidente de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale

D'abord, sur la question qui m'a été posée ; la grande coalition que la France souhaite. Le Président de la République française va être à Washington mardi et à Moscou jeudi. J'espère que les choses vont avancer parce que je ne vois pas comment l'on peut espérer réduire les différences d'approche si nous n'avons pas tous les acteurs autour de la table. Les acteurs principaux, ceux du conseil de sécurité des Nations unies bien entendu. Et moi, je suis évidemment très heureuse du dialogue qui s'est intensifié entre la France et la Russie et personnellement entre le Président Hollande et le Président Poutine, depuis le voyage qu'a fait le Président Hollande à partir du Kazakhstan et notamment aussi sur la discussion sur l'Ukraine. Chaque fois, ils parlent aussi du Moyen-Orient parce que la Russie a évidemment un rôle essentiel. Si nous avons plus de temps, j'aurais aimé savoir ce qu'il en est de la rivalité de la Russie et de l'Iran dans la région, mais vous y reviendrez peut-être.

En tout cas, c'est vrai qu'il faudra certainement des interventions terrestres si l'on veut vraiment vaincre Daesh. Mais, à mon avis, ça ne peut pas être le fait des puissances extérieures à la région. Le choix qu'a fait la France, c'est d'apporter un appui aérien. Bien sûr, le cas échéant, il y a toujours des forces spéciales qui sont là pour encadrer et aider à l'utilisation du matériel. Je pense qu'il faut aider davantage les Kurdes qui ont réussi à reprendre Sinjar, qui était un point-clé majeur entre Mossoul et la Syrie. Mais une intervention terrestre de la part de la France, pour l'Europe ou d'autres pays extérieurs à la région, serait, à mon avis, une erreur. Je crois que c'est vraiment la responsabilité des pays de la région.

Et concernant cette grande coalition, j'espère que Vienne va être le début de la réalisation de cette grande coalition. Vienne, c'est quand même la première fois que tous les acteurs se retrouvent autour de la table. Bien sûr qu'il y a des différences extraordinaires, personne n'est d'accord, chacun a son ennemi privilégié, mais il y a tout de même au moins deux accords. D'abord, il faut lutter contre le terrorisme, contre Daesh et tous les épigones. Et la deuxième, c'est qu'il faut trouver une solution politique et trouver le chemin, c'est-à-dire le processus politique. Or, à Vienne, sur la Syrie, nous avons commencé à définir ce que devrait être ce processus politique. Je ne sais pas si l'on progressera, mais en tout cas, nous avons défini un calendrier. L'unité de la Syrie, nous avons dit qu'il fallait un cessez-le-feu couplé au processus politique. Nous avons fixé le calendrier pour la fin de l'année, dans les six mois qui viennent. Dans 18 mois, les élections. Ça, c'est un acquis.

A partir de là, j'espère que nous pourrons également progresser sur les autres conflits politiques dans la région. La question de la Libye est majeure parce que l'expansion de Daesh autour de Syrte en Libye est évidemment extraordinairement inquiétante. Bien entendu, Israël-Palestine, c'est la mère des conflits, tous les pays arabes raisonnent comme ça, c'est dans l'impasse totale. Je crois qu'il ne faut surtout pas se résigner à cette impasse et j'espère que nous en parlerons davantage demain.

Et puis, bien entendu, il y a aussi le fait que Daesh pourrait s'implanter à Gaza. Donc, si l'on ne progresse pas là-dessus, on ne prend pas conscience de ça.

Donc, cette grande coalition, nous en avons l'amorce, j'espère que nous pourrons poursuivre ce processus.

Je voudrais également répondre à la question sur l'Europe. Il n'y a pas de stratégie européenne unifiée. C'est évidemment désolant que l'Europe ne se rende pas davantage compte que son intérêt, en dehors de la responsabilité historique, morale, est de se tourner davantage vers son sud. Non seulement vers le Moyen-Orient, mais vers le Maghreb et vers l'Afrique Subsaharienne parce que tout est évidemment lié. Aujourd'hui, c'est l'intérêt de sécurité, c'est l'intérêt économique de développement, c'est un intérêt pour maîtriser les flux de population, c'est un intérêt pour la COP21, le climat. Il y a des amorces de ça, mais nous sommes évidemment loin du compte.

Cependant je crois qu'il faut essayer de voir les éléments qui peuvent nous donner espoir. Quand le ministre français de la Défense, mardi matin, est allé à la réunion des ministres de la Défense européens pour dire « la France ne peut pas être seule en Europe à défendre nos intérêts de sécurité et à lutter contre le terrorisme, j'ai besoin de votre contribution », il y a eu un accord unanime. Vous savez que l'on a invoqué l'article 42 alinéa 7 du traité, qui est un peu notre article 5 entre Européens. Et nous avons choisi de ne pas invoquer l'article 5 de l'OTAN parce que nous voulons continuer à pouvoir dialoguer avec la Russie. Il y a donc eu un accord unanime et le ministre de la Défense nous a dit, lors de la commission des Affaires étrangères, qu'il y avait des engagements précis et importants. Il est par exemple possible que certains pays européens viennent soulager l'effort de la France justement au Sahel pour permettre à la France de s'engager davantage au Moyen-Orient. Parce que c'est vrai que nos forces militaires sont quand même réduites et fatiguées.

Donc, je pense que ces événements tragiques provoquent une prise de conscience. Nous sommes évidemment loin d'une politique étrangère de défense européenne, mais cet article 42 alinéa 7, ça fait 30 ans qu'il est dans le traité, parce que c'est bien avant le traité de Lisbonne que nous l'avons négocié, que nous avons imaginé d'avoir une clause d'assistance mutuelle en transposant ce qui existait dans l'UEO dans le traité d'Union européenne, mais c'est la première fois qu'on l'utilise.

Donc, peut-être un élément d'optimisme, c'est que l'on se rend compte maintenant, dans l'Union européenne, que si l'on veut régler les problèmes, que ce soit les problèmes de sécurité, les problèmes de réfugiés, nous sommes condamnés à travailler ensemble. Dans Schengen, nous sommes restés au milieu du guet, sur la défense européenne, c'est la même chose. Nous avons donc besoin de plus d'Europe et j'espère que nous arriverons à le faire.

Dernier mot, les Etats, c'est essentiel, les politiques du gouvernement, les grandes coalitions, etc., mais nous avons besoin de la société civile. Les Etats ne peuvent pas tout faire. Et spécialement parce qu'il s'agit d'une lutte idéologique, nous avons besoin que les citoyens prennent ça en compte avec leurs différences, avec leurs mots à eux. Parce que ce n'est pas d'en haut, et surtout pas à partir de l'Europe ou des Etats-Unis, que l'on va pouvoir dire dans les pays arabes « voilà les mots que vous devez prononcer ». Et je ne pense même pas que ce sont les gouvernements. Chaque fois que je vais en Egypte, je rencontre le grand iman de la mosquée Al Azhar qui est quelqu'un d'une grande lucidité et clarté d'esprit. La dernière fois, il y a un mois à peu près, j'étais avec le Premier ministre, Manuel Valls, nous avons regardé comment coopérer, comme nous le faisons avec le Maroc pour la formation des imams. Et, à la mosquée Al Azhar, il est en train de se construire un centre de recherche pour qu'il y ait des travaux universitaires principalement entre pays arabes, mais pas seulement, pour voir comment lutter contre la radicalisation. Cela est très important.

Et, puisque Youssef Amrani a bien voulu mentionner la fondation pour le dialogue des cultures, c'est évidemment tout ce que peuvent faire des fondations, des associations. Nous avons 4 000 ONG. Notre siège est à Alexandrie, nous avons 4 000 ONG dans les 42 pays autour de la Méditerranée. Si l'on ne se sert pas ce vivier, de ce réseau pour justement donner les moyens à ces jeunes principalement et à ces femmes d'arriver eux-mêmes à s'emparer du discours, de construire un contre-discours de radicalisation, je pense que nous aurons gravement failli. Et ça, l'Europe doit davantage le faire en direction de la société civile aussi.

Thierry de MONTBRIAL, président et fondateur de la WPC

Merci beaucoup. I would like to thank all the speakers and all of you.